

**LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.**

**États financiers**

**(présentés en dollars canadiens)**

**Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018**



## Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de LDRLY (Technologies) Inc.

### Opinion

Nous avons vérifié les états financiers de LDRLY (Technologies) Inc. (la « société »), qui comprennent les états de la situation financière au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018, ainsi que les états des résultats et du résultat global, les états des variations des capitaux propres et les états des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, et les notes annexes aux états financiers, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 décembre 2019 et 31 décembre 2018, ainsi que de ses résultats financiers et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux normes internationales d'information financière.

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section Responsabilités du vérificateur pour l'audit des états financiers de notre rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, la direction est chargée d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son activité, de divulguer, le cas échéant, les questions liées à la continuité de l'exploitation et d'utiliser la méthode de la continuité de l'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a pas d'autre solution réaliste que de le faire.

Les responsables de la gouvernance sont chargés de superviser le processus d'information financière de la Société.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit effectué conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit effectué conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve de scepticisme professionnel tout au long de l'audit. Nous aussi :

- Identifier et évaluer les risques d'anomalies significatives dans les états financiers, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, concevoir et mettre en œuvre des procédures d'audit adaptées à ces risques, et obtenir des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Obtenir une compréhension du contrôle interne pertinent à l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Conclure sur le caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe de continuité d'exploitation et, sur la base des éléments probants obtenus, sur l'existence d'une incertitude significative liée à des événements ou à des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son activité. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention sur l'information fournie dans les états financiers dans notre rapport de l'auditeur ou, si cette information est inadéquate, de modifier notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vancouver, B.C.  
19 juin 2020

**« D&H Group »**

**Comptables professionnels agréés**

**LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.**  
**Index des états financiers**  
**(Présenté en dollars canadiens)**  
**Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018**

---

	Page
LES ÉTATS FINANCIERS	
États des résultats et du résultat global (perte)	1
États de la situation financière	2
États des variations des capitaux propres	3
États des flux de trésorerie	4
Augmentation de l'actif net liée aux activités	5 - 21

**LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.**  
**États des résultats et du résultat global**  
**(présentés en dollars canadiens)**  
**Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018**

	2019	2018
<b>PRODUITS</b>		
Jeux	6 410 231 \$	1,989,213 \$
Publicité	2 038 282	242 009
	<b>8 448 513</b>	2,231,222
<b>COÛT DES VENTES</b>	<b>2 131 747</b>	790 594
<b>RÉSULTAT BRUT</b>	<b>6 316 766</b>	1,440,628
<b>CHARGES</b>		
Frais d'administration, déduction faite de l'aide gouvernementale	964 739	143,138
Amortissement du matériel et du droit d'utilisation	57 073	2 479
Autres charges opérationnelles	365 387	33,338
Dépenses de recherche et développement, nettes de l'aide publique	63 377	799,625
Frais de vente et de distribution ( <i>note 8</i> )	4 744 115	514,081
	<b>6 194 691</b>	1,492,661
<b>RÉSULTAT (PERTE) OPÉRATIONNEL(LE)</b>	<b>122 075</b>	(52,033)
<b>AUTRES REVENUS (PERTES)</b>		
Gain (perte) de change	(54 832)	51 989
<b>LE RÉSULTAT NET ET LE RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE</b>	<b>67 243 \$</b>	(44) \$
<b>BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) DE BASE ET DILUÉ PAR ACTION ORDINAIRE</b>	<b>0,08 \$</b>	0,00 \$
<b>NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS EN CIRCULATION</b>	<b>791 916</b>	791,916

**LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.**  
**États de la situation financière**  
**(présentés en dollars canadiens)**  
**31 décembre 2019 et 2018**

	<i>31 décembre</i> <b>2019</b>	<i>31 décembre</i> <b>2018</b>
<b>ACTIFS</b>		
<b>PASSIFS COURANTS</b>		
Trésorerie	351 771 \$	363 484 \$
Clients et autres débiteurs ( <i>note 6</i> )	1 327 843	294 478
Aide gouvernementale à recevoir	160 489	–
Charges payées d’avance	101 742	33 366
	<b>1 941 845</b>	<b>691 328</b>
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>		
Équipement ( <i>note 5</i> )	44 097	17 165
Droit d'utilisation ( <i>note 12</i> )	39 334	–
	<b>2 025 276 \$</b>	<b>708 493 \$</b>
<b>PASSIFS</b>		
<b>PASSIFS COURANTS</b>		
Dettes commerciales et autres dettes ( <i>notes 7, 8</i> )	1 806 582 \$	598,726 \$
Obligation de location ( <i>note 12</i> )	41 684	–
	<b>1 848 266</b>	<b>598,726</b>
<b>ÉQUITÉ</b>		
Capital social ( <i>note 10</i> )	77 470	77,470
Résultats non distribués	99 540	32,297
	<b>177 010</b>	<b>109,767</b>
	<b>2 025 276 \$</b>	<b>08 493 \$</b>

DESCRIPTION DES OPÉRATIONS (*Note 1*)

Événements survenus après la période couverte par le rapport (*Note 13*)

**Les présents états financiers ont été approuvés et autorisés pour publication par le conseil d’administration le 19 juin 2020 et signés en son nom par :**

\_\_\_\_\_ « *Jason Bailey* » *Administrateur*

\_\_\_\_\_ « *Joshua Nilson* » *Administrateur*

**LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.**  
**États des variations des capitaux propres**

(présentés en dollars canadiens)

**Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018**

	Nombre d'actions	Capital social	Résultats non distribués	<b>Total des capitaux propres</b>
<b>Au 1er janvier 2018</b>	791,916	77,470 \$	32,341 \$	<b>109 811 \$</b>
Perte globale pour l'année	-	-	(44)	<b>(44)</b>
<b>Au 31 décembre 2018</b>	791,916	77,470 \$	32,297 \$	<b>109 767 \$</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b>	791,916	77,470 \$	32,297 \$	<b>109 767 \$</b>
Résultat global pour l'exercice	-	-	67,243	<b>67 243</b>
<b>Au 31 décembre 2019</b>	791,196	77,470 \$	99,540 \$	<b>177 010 \$</b>

**LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.****États des flux de trésorerie****(présentés en dollars canadiens)****Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018**

	2019	2018
<b>ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>		
Résultat net et résultat global (perte)	67 243 \$	(44) \$
Article n'affectant pas les espèces :		
Amortissement du matériel et du droit d'utilisation	57 073	2 479
Variations du fonds de roulement hors trésorerie		
Clients et autres débiteurs	(1 033 364)	93,214
Fournisseurs et autres créditeurs	1 207 856	255,266
Charges payées d'avance	(68 376)	(33,366)
Aide gouvernementale à recevoir	(160 489)	-
	<u>69 943</u>	<u>317,549</u>
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		
<b>L'ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT</b>		
Marques de client représentatives	<u>(41 095)</u>	<u>(18,164)</u>
<b>ACTIVITÉ DE FINANCEMENT</b>		
Variation de la marge des dérivés	<u>(40 561)</u>	<u>-</u>
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE</b>	<b>(11 713)</b>	<b>299,385</b>
Trésorerie au début de l'exercice	<u>363 484</u>	<u>64 099</u>
<b>TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>351 771 \$</b>	<b>363 484 \$</b>



**LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.**  
**Notes aux états financiers**  
**(présentées en dollars canadiens)**  
**Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018**

---

1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

LDRLY (Technologies) Inc. (la « société ») a été constituée au niveau provincial en vertu de la Business Corporations Act de la Colombie-Britannique le 15 août 2013. Le siège social de la Société est situé au 555 West 12th Avenue, bureau 550, Vancouver (Colombie-Britannique) V5Z 3X7.

La société a été créée en tant que filiale de Eastside Games Inc. À l'origine, il s'agissait de développer un logiciel de classement des jeux sociaux et mobiles qui intégrerait les amis des utilisateurs des médias sociaux dans leurs classements. La plate-forme n'a pas été un succès et la société a décidé de se concentrer sur le développement de jeux en ligne. L'objectif de la société est de développer une marque dans le domaine des jeux mobiles de contre-culture et est actuellement un leader du secteur dans le développement de jeux mobiles de contre-culture. Aucun des jeux de la société ne promeut la vente de cannabis, ni ne comporte de publicité pour les producteurs de cannabis, ni ne montre une quelconque utilisation du cannabis. Voir la note 8.

Les présents états financiers ont été préparés selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, qui suppose que la Société sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs dans le cours normal de ses activités à mesure qu'ils viennent à échéance. La capacité de la société à poursuivre son activité dépend de sa capacité à générer des bénéfices et des flux de trésorerie positifs à partir du lancement de ses jeux en ligne en cours de développement, à obtenir des fonds supplémentaires par le biais d'accords de financement, si et quand la société en a besoin et du soutien continu de ses parties liées. Toutefois, rien ne garantit que ces activités seront couronnées de succès.

Ces états financiers ne reflètent pas les ajustements de la valeur comptable des actifs et des passifs, des charges déclarées et des classifications de l'état de la situation financière qui seraient nécessaires si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation était jugée inappropriée, et ces ajustements pourraient être importants.

---

2. MODE DE PRÉSENTATION

*Déclaration de conformité*

Ces états financiers, y compris les données comparatives, ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et aux interprétations de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC »).

*Base de mesure*

Les états financiers ont été préparés selon la méthode de la comptabilité d'exercice et sont fondés sur les coûts historiques, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur. Les états financiers sont présentés en dollars canadiens, sauf indication contraire.

*(suite)*

---

**LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.**  
**Notes aux états financiers**  
**(présentées en dollars canadiens)**  
**Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018**

---

2. BASE DE PRÉSENTATION (suite)

*Estimations et arrêts importants*

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction fasse des estimations, des hypothèses et des jugements qui affectent l'application des politiques et les montants déclarés des actifs et des passifs et les informations à fournir sur les actifs et les passifs à la date des états financiers, ainsi que les montants déclarés des dépenses et des pertes nettes au cours de la période. Comme les résultats réels peuvent différer de ces estimations, les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont examinées de manière continue. Les révisions sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées et dans toute période ultérieure touchée. Les hypothèses importantes sur l'avenir et les autres sources d'incertitudes liées aux estimations faites par la direction à la date de clôture, qui pourraient donner lieu à un rajustement important de la valeur comptable des actifs et des passifs si les résultats réels devaient différer des hypothèses formulées, ont trait aux éléments suivants, sans toutefois s'y limiter :

Jugements :

- a) Les actifs et les passifs financiers sont désignés au moment de leur création selon divers classements. La désignation détermine la méthode selon laquelle les instruments financiers sont comptabilisés au bilan après leur création et la façon dont les variations de valeur sont comptabilisées. Cette désignation peut obliger la société à exercer un certain jugement en tenant compte de l'intention de la direction d'utiliser les instruments financiers.
- b) L'hypothèse selon laquelle la société est une entreprise en exploitation et poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et au moins un an.
- c) L'évaluation de la probabilité d'un bénéfice imposable futur dans lequel les actifs d'impôt différé peuvent être utilisés est basée sur l'estimation par la société des bénéfices ou pertes futurs ajustés pour les principaux produits et charges non imposables et les limites spécifiques à l'utilisation de toute perte ou crédit d'impôt non utilisé. Si des prévisions positives relatives au résultat imposable indiquent l'utilisation probable d'un actif d'impôt différé, en particulier s'il peut être utilisé indéfiniment, cet actif d'impôt différé est habituellement comptabilisé en entier. La comptabilisation des actifs d'impôt différé, assujettis à certaines limites juridiques ou économiques ou à des incertitudes, est évaluée individuellement par la direction selon des faits et des cas précis.
- d) L'évaluation de la question de savoir si les coûts encourus par la société pour le développement de ses produits répondent aux critères de capitalisation en tant qu'actifs incorporels requiert un jugement pour déterminer s'il est probable que les avantages économiques futurs iront à la société, qui sont basés sur des hypothèses concernant des événements ou des circonstances futurs. Les estimations et les hypothèses pourront changer si de nouvelles informations sont disponibles. Si, après la capitalisation des dépenses, des informations deviennent disponibles suggérant que le recouvrement des dépenses est peu probable, le montant capitalisé en excès de la valeur recouvrable sera comptabilisé au compte de résultat de la période au cours de laquelle les nouvelles informations deviennent disponibles.
- e) La direction doit évaluer la dépréciation du matériel et des immobilisations incorporelles. Les événements déclencheurs sont définis dans la norme IAS 36. La direction a déterminé qu'aucun événement déclencheur n'était présent aux 31 décembre 2019 et 2018, au sens de la norme IAS 36, pour le matériel et les immobilisations incorporelles et, par conséquent, aucun test de dépréciation n'a été effectué.

*(suite)*

**LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.**  
**Notes aux états financiers**  
**(présentées en dollars canadiens)**  
**Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018**

---

2. MODE DE PRÉSENTATION *(suite)*

f) La direction fait preuve de jugement lorsqu'elle détermine si un bien ou un service promis à un client est distinct, en se basant sur le fait que le client peut bénéficier du bien ou du service seul ou avec d'autres ressources facilement disponibles et que le bien ou le service est identifiable séparément. Selon ces critères, la Société a déterminé que l'obligation de prestation principale liée à ses contrats de vente est l'achat des jeux par les clients et la signification de la publicité au client.

g) La direction fait preuve de jugement dans l'estimation des montants à recevoir à l'égard des différents crédits d'impôt remboursables et non remboursables accordés par les gouvernements fédéral et provinciaux et dans l'évaluation de l'admissibilité des charges de recherche et de développement et autres charges donnant droit à de tels crédits. L'aide gouvernementale pourrait être surévaluée si le projet sous-jacent était jugé inadmissible ou si certains coûts réclamés étaient jugés inadmissibles.

Estimations :

a) Durée d'utilité du matériel

Les durées d'utilité estimées et la valeur résiduelle du matériel qui sont incluses dans l'état de la situation financière et l'amortissement connexe inclus dans l'état du résultat global.

b) Impôt sur le résultat

Les provisions pour l'impôt sur le résultat sont comptabilisées selon la meilleure estimation de la somme qui devrait être versée, à la lumière d'une évaluation qualitative de tous les facteurs pertinents. La Société examine le caractère adéquat de ces provisions à la fin de la période de présentation de l'information financière. Toutefois, il est possible qu'à une date ultérieure les audits effectués par les autorités fiscales donnent lieu à un passif supplémentaire. Lorsque l'issue définitive de ces questions fiscales diffère des montants comptabilisés initialement, ces différences auront une incidence sur les provisions fiscales de la période au cours de laquelle elles sont établies.

---

3. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES POLITIQUES COMPTABLES

Encaisse et placements à court terme

Les liquidités comprennent les équivalents en espèces. Les équivalents de trésorerie sont considérés comme un dépôt à terme dont l'échéance est d'au plus trois mois que la Société peut détenir. Aux 31 décembre 2019 et 2018, la Société ne détenait aucun équivalent de trésorerie.

*(suite)*

---

## LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.

### Notes aux états financiers

(présentées en dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

---

#### 3. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

##### Équipement

Le matériel est comptabilisé au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. L'équipement est amorti sur sa durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement dégressif aux taux et méthodes suivants :

Matériel informatique	30 %	méthode de l'amortissement dégressif
Mobilier et agencements	20 %	méthode de l'amortissement dégressif

La société examine régulièrement son équipement pour éliminer les articles obsolètes.

Les équipements acquis au cours de l'année mais non mis en service ne sont pas amortis avant leur mise en service. Au cours de l'année d'acquisition, la moitié du taux stipulé est réclamée.

##### Contrats de location

La Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative pour ses contrats de location. L'actif lié au droit d'utilisation est évalué au coût et amorti sur sa durée d'utilité estimative. À la date du début, le passif lié au contrat de location est évalué à la valeur actualisée des paiements de loyers non encore effectués à cette date. Les paiements de loyers sont actualisés au moyen du taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, si ce taux ne peut être déterminé facilement, du taux d'emprunt marginal de la Société. Si les modalités du contrat de location sont par la suite modifiées, la valeur actualisée du passif lié au contrat de location est réévaluée selon les modalités révisées du contrat de location et en appliquant le taux d'actualisation approprié aux paiements de loyers restants. La Société comptabilise le montant de la réévaluation de l'obligation locative à titre d'ajustement de l'actif au titre du droit d'utilisation. Toutefois, si la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation est ramenée à zéro et qu'il y a une réduction supplémentaire de l'évaluation de l'obligation locative, la Société comptabilise tout montant résiduel de la réévaluation en résultat net. La Société a décidé de ne pas comptabiliser d'actifs au titre de droits d'utilisation ni d'obligations locatives relativement aux contrats de location à court terme dont la durée est d'au plus 12 mois et relativement aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur.

(suite)

---

**LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.**  
**Notes aux états financiers**  
**(présentées en dollars canadiens)**  
**Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018**

---

3. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs de la société sont soumis à un test de dépréciation à chaque date de clôture. S'il existe un indice de perte de valeur, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'un actif ou de son unité génératrice de trésorerie excède sa valeur recouvrable. L'unité génératrice de trésorerie est le plus petit groupe identifiable d'actif qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Les pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat global au moment où elles sont encourues. Les pertes de valeur comptabilisées au titre des unités génératrices de trésorerie sont d'abord affectées à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté aux unités génératrices de trésorerie, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité au prorata.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont actualisés selon un taux d'actualisation avant impôt qui tient compte d'évaluations du marché actuelles de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'actif. Pour un actif qui ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes, la valeur recouvrable est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Une perte de valeur est reprise s'il existe une indication qu'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour établir la valeur recouvrable. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas celle qui aurait été calculée, déduction faite des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. Une perte de valeur relative au goodwill n'est jamais reprise.

Fournisseurs et autres créditeurs

Les créditeurs sont des obligations de payer les services acquis dans le cours normal des activités auprès de fournisseurs et d'entrepreneurs. Les créditeurs sont classés dans les passifs courants si le paiement est exigible à moins d'un an (ou dans le cycle d'exploitation normal de l'entreprise si celui-ci est plus long). Dans la négative, ils sont présentés dans les passifs non courants.

Capital social

Les actions ordinaires émises par la société sont classées à titre de capitaux propres. Les coûts directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires sont comptabilisés en déduction des capitaux propres, déduction faite de toute incidence fiscale connexe.

Revenu (perte) par action

Le résultat de base et dilué par action est calculé en divisant le résultat attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période de présentation de l'information financière. Le calcul du résultat dilué par action suppose la conversion, l'exercice ou l'émission éventuelle de titres seulement lorsque cette conversion, cet exercice ou cette émission aurait un effet de dilution sur le résultat.

*(suite)*

**LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.**  
**Notes aux états financiers**  
**(présentées en dollars canadiens)**  
**Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018**

---

3. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

Impôt exigible et impôt différé

La charge d'impôt comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt sur le résultat est comptabilisé dans l'état du résultat global, sauf s'il se rapporte à des éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres. Dans ce cas, l'impôt sur le résultat est également comptabilisé dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, respectivement.

*Impôt exigible*

La charge d'impôt exigible est calculée en fonction des lois fiscales adoptées ou quasi adoptées à la date de l'état de la situation financière dans le pays où la Société exerce ses activités et génère un bénéfice imposable. La direction évalue périodiquement la position prise dans la déclaration de revenus relativement aux situations dans lesquelles la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation. Elle établit des provisions, le cas échéant, en fonction des montants qui devraient être versés aux autorités fiscales.

*Impôt différé*

L'impôt différé est comptabilisé, selon la méthode du report variable, sur l'écart temporaire entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers. Toutefois, l'impôt différé n'est pas comptabilisé s'il résulte de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans le cadre d'une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui, au moment de la transaction, ne touche ni le bénéfice ou la perte comptable ni le bénéfice ou la perte imposable. L'impôt différé est calculé au moyen des taux d'imposition (et en vertu des lois) qui sont en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de l'état de la situation financière et qui devraient s'appliquer lorsque l'actif d'impôt différé correspondant sera réalisé ou le passif d'impôt différé, réglé.

Les actifs d'impôt différé seront comptabilisés uniquement s'il est probable que des bénéfices imposables futurs pourront être utilisés.

Aide gouvernementale

Les montants à recevoir résultant des programmes d'aide gouvernementale, y compris les crédits d'impôt à l'investissement dans le cadre des programmes de recherche scientifique et de développement expérimental (RS&DE) et de crédit d'impôt pour les médias numériques (CIMN) sont comptabilisés lorsqu'il existe une assurance raisonnable que le montant de l'aide gouvernementale sera reçu et que les montants peuvent être raisonnablement estimés. L'aide gouvernementale qui se rapporte à un élément de charge est comptabilisée en réduction de la charge correspondante au compte de résultat global. Lorsque l'aide gouvernementale se rapporte à un actif, elle est déduite du coût de l'actif en question.

*(suite)*

---

**LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.**  
**Notes aux états financiers**  
**(présentées en dollars canadiens)**  
**Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018**

---

3. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

Produits

Les produits sont évalués selon la contrepartie précisée dans un contrat conclu avec un client et excluent les sommes perçues pour le compte de tiers. La Société comptabilise les produits des activités ordinaires lorsqu'elle transfère le contrôle d'un produit ou d'un service à un client. Les étapes suivantes sont prises en compte lors de la comptabilisation des recettes :

1. Identifier le contrat avec les clients.
2. Identifier l'obligation de performance dans le contrat.
3. Déterminez le prix de la transaction.
4. Affecter le prix de la transaction aux obligations de résultat.
5. Comptabiliser les produits lorsque l'obligation ou les obligations de prestation sont remplies.

*Services de publicité*

Les recettes publicitaires sont générées par la publicité numérique lorsque les joueurs cliquent sur une publicité ou lorsqu'ils regardent la publicité pendant une période déterminée ou sur la base du coût par impression, qui est basé sur le nombre de fois qu'une publicité est affichée.

Les produits tirés de la publicité sont comptabilisés lorsqu'une convention d'échange contractuelle a été conclue, que les obligations de prestation ont été remplies et que la Société prévoit recevoir une contrepartie en échange des services fournis.

*Jeux logiciels*

Les produits tirés de la vente de jeux logiciels interactifs sur les PC et les applications mobiles sont comptabilisés à titre de produits lorsque les obligations de prestation sont remplies, c'est-à-dire lorsque les jeux sont achetés par un client. Les ventes des jeux de la société sont effectuées par des sociétés de plateformes de jeux tierces conformément à des accords de licence, et ces sociétés de plateformes de jeux conservent une partie convenue des ventes à titre de frais. La société déclare les revenus liés à ces accords sur une base brute et les redevances retenues par les sociétés de plate-forme de jeux sont présentées dans le coût des ventes.

*(suite)*

---

**LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.**  
**Notes aux états financiers**  
**(présentées en dollars canadiens)**  
**Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018**

---

3. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (*suite*)

Coûts de la recherche et du développement

Les coûts liés aux activités de recherche sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les coûts qui sont directement attribuables aux activités de développement sont comptabilisés en tant qu'immobilisations incorporelles lorsque la société peut démontrer que la faisabilité technique du projet a été établie; qu'il existe une intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre, et que la société a la capacité de le faire; que l'immobilisation incorporelle peut générer des avantages économiques futurs probables par son utilisation interne ou sa vente; que des ressources techniques, financières et autres suffisantes sont disponibles pour son achèvement; et que les coûts attribuables à l'immobilisation incorporelle peuvent être évalués de façon fiable.

Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles générées en interne sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. L'actif incorporel est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur sa durée de vie utile à partir du moment où il est prêt à être utilisé.

Les coûts de développement des logiciels générés en interne comprennent les frais de personnel du groupe de développement de la société et les honoraires de conseil. Les frais de développement de logiciels qui répondent aux critères de capitalisation à ce jour ont été négligeables.

Politique des instruments financiers

a) Classification

La Société classe ses instruments financiers dans les catégories suivantes : à la juste valeur par le biais du résultat net, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti. La Société établit le classement des actifs financiers à la comptabilisation initiale. Le classement des instruments de créance est fondé sur le modèle économique de la Société pour la gestion des actifs financiers et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de négociation sont classés comme étant à la JVRN. Pour les autres instruments de capitaux propres, la Société peut, le jour de l'acquisition, faire le choix irrévocable (instrument par instrument) de les désigner à la JVAERG. Les passifs financiers sont évalués au coût amorti, sauf s'ils doivent être évalués à la JVRN (comme les instruments détenus à des fins de transaction ou les dérivés) ou si la Société a choisi de les évaluer à la JVRN.

b) Évaluation

Les actifs et les passifs financiers au coût amorti sont initialement comptabilisés à la juste valeur augmentée ou diminuée des frais de transaction, respectivement, et ultérieurement comptabilisés au coût amorti, diminué de toute perte de valeur. Les créances clients et les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont classés au coût amorti.

Les actifs et les passifs financiers comptabilisés à la JVRN sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Les profits et les pertes réalisés et latents découlant des variations de la juste valeur des actifs et des passifs financiers détenus à la JVRN sont inclus dans le résultat global de la période au cours de laquelle ils surviennent. L'argent liquide est classé comme FVTPL.

Les actifs et les passifs financiers comptabilisés à la JVAERG sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Les profits et les pertes latents découlant des variations de la juste valeur des actifs et des passifs financiers détenus à la JVAERG sont inclus dans le résultat global de la période au cours de laquelle ils surviennent. Aux 31 décembre 2019 et 2018, la Société n'avait classé aucun actif financier à la JVAERG.

*(suite)*



**LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.**  
**Notes aux états financiers**  
**(présentées en dollars canadiens)**  
**Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018**

---

3. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

c) Dépréciation d'un actif financier au coût amorti

La Société comptabilise une correction de valeur pour pertes au titre des pertes de crédit attendues relativement aux actifs financiers qui sont évalués au coût amorti. Chaque date de clôture, la Société évalue la correction de valeur pour pertes de l'actif financier à un montant correspondant aux pertes de crédits attendues pour la durée de vie si le risque de crédit lié à l'actif financier a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale. Si, à la date de clôture, l'actif financier n'a pas augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale, la Société évalue la correction de valeur pour pertes de l'actif financier à un montant égal aux pertes de crédit attendues sur douze mois. Sans égard au fait que le risque de crédit a augmenté de façon importante ou non, la correction de valeur pour pertes sur le poste « clients » sans composante de financement importante classée au coût amorti est évaluée selon la méthode des pertes de crédit attendues pour la durée de vie. La société doit comptabiliser dans le compte de résultat, en tant que bénéfice ou perte, le montant des pertes de crédit attendues (ou de la reprise) qui est nécessaire pour rajuster la provision pour pertes à la date de clôture au montant devant être comptabilisé.

d) Décomptabilisation

La société ne décomptabilise les actifs financiers que lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie des actifs financiers expirent, ou lorsqu'elle transfère les actifs financiers et la quasi-totalité des risques et avantages associés à la propriété à une autre entité. Les profits et les pertes à la décomptabilisation sont généralement comptabilisés dans les états du résultat net.

Conversion des monnaies

Les transactions conclues dans une autre monnaie que celle de l'environnement économique principal dans lequel la société exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle ») sont comptabilisées aux taux applicables lorsque les transactions ont lieu. La monnaie fonctionnelle de la société est le dollar canadien. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux taux applicables à la date du bilan. Les écarts de change découlant de la reconversion d'actifs et de passifs monétaires non réglés sont comptabilisés immédiatement dans l'état du résultat global.

*(suite)*

---

**LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.**  
**Notes aux états financiers**  
**(présentées en dollars canadiens)**  
**Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018**

---

3. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

Prises de position comptables adoptées

La Société a adopté IFRS 16 Contrats de location (« IFRS 16 ») en date du 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'IFRS 16 exige que les preneurs comptabilisent la plupart des contrats de location au bilan en reconnaissance du droit d'utiliser un actif pendant une période donnée et le passif connexe au titre des paiements. La Société a adopté IFRS 16 selon la méthode rétrospective modifiée, selon laquelle l'incidence cumulative de l'application initiale est comptabilisée dans les résultats non distribués au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Au moment de la transition à l'IFRS 16, la Société a choisi d'appliquer la mesure de simplification pour maintenir l'évaluation des transactions qui constituent des contrats de location et a appliqué l'IFRS 16 uniquement aux contrats qui étaient auparavant désignés comme des contrats de location. Les contrats qui n'ont pas été identifiés comme des contrats de location en vertu de la norme IAS 17 sur les contrats de location n'ont pas été réévalués pour déterminer s'il existait un contrat de location.

Lors du passage à l'IFRS 16, la société a choisi de ne pas comptabiliser les actifs du droit d'utilisation et les passifs de location dont la durée de location se termine dans les 12 mois suivant la date d'application initiale et les contrats de location d'actifs de faible valeur.

Les obligations liées aux contrats de location ont été évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers restants, actualisée au taux d'emprunt marginal au 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'actif lié au droit d'utilisation a été évalué à un montant égal aux obligations liées aux contrats de location.

Le tableau suivant résume l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 sur les états financiers :

	(\$)
Obligation au titre de contrats de location simple au 31 décembre 2018	92,542
Actualisation au moyen du taux d'emprunt marginal au 1 <sup>er</sup> janvier 2019	82,245

---

## LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.

### Notes aux états financiers

(présentées en dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

#### 4. INSTRUMENTS FINANCIERS

##### Catégories d'actifs financiers et de passifs financiers

Les instruments financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes : à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN), à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) et au coût amorti. La valeur comptable des instruments financiers de la Société est classée dans les catégories suivantes :

<b>Instrument financier</b>	<b>Catégorie</b>	<b>31 Décembre 2019 31 décembre 2018</b>	
Trésorerie	JVRN	351 771	363 484
Créances clients	Au coût amorti	1,323,121	292,098
Fournisseurs et autres créditeurs	Au coût amorti	1,806,582	598,726

##### Juste valeur

L'IFRS 13 établit une hiérarchie de la juste valeur pour les instruments financiers évalués à la juste valeur qui reflète l'importance des données utilisées pour évaluer correctement la juste valeur :

- Niveau 1 – appliqué aux actifs ou aux passifs pour lesquels il existe des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.
- Niveau 2 - s'applique aux actifs ou aux passifs pour lesquels il existe des données autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement, comme les prix cotés pour des actifs ou passifs similaires sur des marchés actifs, soit indirectement, comme les prix cotés pour des actifs ou passifs identiques sur des marchés ayant un volume insuffisant ou des transactions peu fréquentes.
- Niveau 3 – s'applique aux actifs ou aux passifs pour lesquels il existe des données de marché non observables.

La valeur comptable des créances clients et des dettes fournisseurs et autres créditeurs se rapproche de leur juste valeur en raison de leur nature à court terme. La juste valeur de la trésorerie de la Société selon la hiérarchie des justes valeurs est évaluée au moyen de données de niveau 1.

##### **(a) Risque de crédit**

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une contrepartie manque à ses obligations. La principale exposition de la société au risque de crédit est liée à son poste « clients ». Le risque de crédit est minime puisque le solde des débiteurs de la société provient de grandes sociétés qui paient les revenus de publicité et de vente de logiciels de la société. Il n'y a pas de charge de créances douteuses pour l'exercice en cours et, de l'avis de la direction, aucun des montants composant ce solde n'a été considéré comme déprécié.

##### **(b) Risque de liquidité**

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne dispose pas des ressources nécessaires pour respecter ses obligations à leur échéance. La Société gère ce risque en surveillant de près les prévisions de trésorerie et en gérant les ressources afin de s'assurer qu'elle disposera de liquidités suffisantes pour respecter ses obligations. Tous les passifs financiers de la Société sont classés comme courants et devraient arriver à échéance au cours du prochain exercice. Le tableau suivant est fondé sur les dates d'échéance contractuelles des actifs financiers et la date la plus rapprochée à laquelle la Société peut être tenue de régler des passifs financiers.

(suite)

**LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.**  
**Notes aux états financiers**  
**(présentées en dollars canadiens)**  
**Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018**

4. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

**Analyse des échéances contractuelles au 31 décembre 2019**

	<b>Moins de 3 mois</b>	<b>3-12 mois</b>	<b>1-5 ans</b>	<b>plus de 5 ans</b>	<b>Total</b>
Trésorerie	351 771	-	-	-	351 771
Créances clients	1,323,121	-	-	-	1,323,121
Fournisseurs et autres créditeurs	1,806,582	-	-	-	1,806,582

**Analyse des échéances contractuelles au 31 décembre 2018**

	<b>Moins de 3 mois</b>	<b>3-12 mois</b>	<b>1-5 ans</b>	<b>plus de 5 ans</b>	<b>Total</b>
Trésorerie	363 484	-	-	-	363 484
Créances clients	292,098	-	-	-	292,098
Fournisseurs et autres créditeurs	598,726	-	-	-	598,726

**(c) Risque de change**

Le risque de change est le risque auquel les bénéfices de la société sont exposés en raison de la fluctuation des cours du change et du degré de volatilité de ces taux. La société est exposée au risque de change sur la trésorerie, les créances clients et les dettes fournisseurs libellées en dollars américains. La société n'utilise pas d'instruments dérivés pour réduire son exposition au risque de change.

Au 31 décembre 2019, 1 dollar canadien équivaut à 0,7699 dollar américain (2018 - 0,7330 USD).

	<b><u>31 décembre 2019</u></b>		<b><u>31 décembre 2018</u></b>	
	<b>En \$ US</b>	<b>Équivalent en \$ CA</b>	<b>En \$ US</b>	<b>Équivalent en \$ CA</b>
Trésorerie	75,628	98,231	56,209	76,680
Créances clients	660,078	857,356	156,126	212,987
Fournisseurs et autres créditeurs	(38,390)	(49,861)	-	-

Sur la base des expositions nettes au 31 décembre 2019 et si toutes les autres variables restent constantes, une fluctuation de 10 % du dollar canadien par rapport au dollar américain entraînerait une modification du bénéfice net de la société d'environ 90 572 dollars (28 967 dollars en 2018).

Sauf indication contraire, la direction est d'avis que la société n'est pas exposée à d'autres risques de prix importants découlant de ces instruments financiers.

**LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.**  
**Notes aux états financiers**  
**(présentées en dollars canadiens)**  
**Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018**

5. EQUIPEMENT

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
<u>31 décembre 2019</u>			
Matériel informatique	44,701 \$	(23,461) \$	<b>21 240 \$</b>
Mobilier et agencements	29,139	(6,282)	<b>22 857</b>
	<b>73,840 \$</b>	<b>(29,743) \$</b>	<b>44 097 \$</b>
<u>31 décembre 2018</u>			
Matériel informatique	18,570 \$	(13,142) \$	<b>5 428 \$</b>
Mobilier et agencements	14,175	(2,438)	<b>11 737</b>
	<b>32,745 \$</b>	<b>(15,580) \$</b>	<b>17 165 \$</b>

6. CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Créances commerciales, déduction faite de la provision pour dépréciation	<b>1 323 121 \$</b>	292,098 \$
TPS à recouvrer	<b>4 722</b>	2,380
	<b>1 327 843 \$</b>	294 478 \$

Il n'y a pas de mauvaises créances pour l'exercice. Aucune créance n'est exigible de parties liées et toutes les créances clients et autres créances sont courantes.

7. FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Fournisseurs	<b>\$ 1 790 434</b>	\$ 596,560
Dettes de vacances	<b>16 148</b>	2,166
	<b>\$ 1 806 582</b>	\$ 598,726

**LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.**  
**Notes aux états financiers**  
**(présentées en dollars canadiens)**  
**Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018**

8. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES APPARENTÉES

Au cours de l'exercice, la société mère Eastside Games Inc. (ESG) a fourni des services pour soutenir les jeux de la société. Ces services sont facturés et payés sur une base récurrente. Ces coûts sont inclus dans les frais de vente et de distribution dans les états des résultats et du résultat global de l'entreprise et comprennent :

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
Frais de développement et de soutien des jeux, y compris		
l'acquisition des utilisateurs et promotion, en		
direct équipe soutien Montant à général		
soutien administratif	<b>4 687 638 \$</b>	- \$
Frais de gestion	<b>129 491</b>	-
Redevances	-	75 884
	<b>4 817 129 \$</b>	<b>75 884 \$</b>

Au 31 décembre 2019, un montant de 1 781 135 \$ (595 689 \$ en 2018) dû à ESG est inclus dans les fournisseurs et autres crédetes.

**LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.**  
**Notes aux états financiers**  
**(présentées en dollars canadiens)**  
**Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018**

9. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le recouvrement d'impôts présenté diffère du montant calculé en appliquant le taux de base canadien prévu par la loi au résultat avant impôts. Les raisons de l'écart et l'incidence fiscale connexe sont présentées ci-dessous :

	<b>2019</b>	2018
<u>Recouvrement de l'impôt sur le revenu</u>		
Bénéfice net (perte nette) avant impôts sur les bénéfices	<b>67 243 \$</b>	(44) \$
Taux de l'impôt sur les sociétés (%)	<b>27,00</b>	27,00
Charge (recouvrement) d'impôt attendue aux taux prévus par la loi	<b>18 156</b>	(12)
Dépenses de RS&DE déductibles	<b>22 286</b>	-
Autres	<b>(60 230)</b>	(791)
Avantage non comptabilisé des pertes autres qu'en capital	<b>19 788</b>	802
Recouvrement de l'impôt sur le revenu de l'année en cours	-	-

La société a accumulé des pertes autres qu'en capital de 73 290 \$ au 31 décembre 2019 (2 971 \$ en 2018).

La société a constitué une provision pour moins-value complète à l'égard de ses actifs (passifs) d'impôts futurs potentiels en raison des montants négligeables des écarts temporaires. La provision pour moins-value reflète l'estimation de la société selon laquelle les actifs (passifs) d'impôts ne seront probablement pas réalisés.

Les principales composantes des actifs (passifs) d'impôts futurs de la société sont les suivantes : Impôt différé

Équipements	<b>2 601</b>	(1,223)
Pertes fiscales inutilisées	<b>19 788</b>	802
Sous-total	<b>22 389</b>	(421)
Provision pour moins-value	<b>(22 389)</b>	421
	-	-

10. CAPITAL SOCIAL

Autorisé :

Nombre illimité d'actions ordinaires avec droit de vote sans valeur nominale

Toutes les actions ordinaires émises sont entièrement libérées.

**LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.**  
**Notes aux états financiers**  
**(présentées en dollars canadiens)**  
**Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018**

11. GESTION DU RISQUE LIÉ AUX CAPITAUX PROPRES

La Société gère, à titre de capital, les composantes des capitaux propres et sa trésorerie. Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont de préserver sa capacité à poursuivre son exploitation et de maintenir une structure du capital souple qui optimise les coûts du capital à un risque acceptable.

La Société gère sa structure du capital et y apporte des ajustements en fonction de l'évolution de la conjoncture économique et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut tenter d'émettre des actions ordinaires, d'emprunter ou d'ajuster le montant en espèces. La Société ne prévoit pas verser de dividendes dans un avenir prévisible.

12. OBLIGATION DE LOCATION

L'obligation locative a été évaluée en actualisant les paiements futurs au moyen du taux d'emprunt marginal de la Société au 1er janvier 2019. Le taux moyen pondéré appliqué est de 12 %. Les taux implicites des baux ne pouvaient pas être établis facilement. Les charges d'intérêts sur les obligations locatives pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 se sont établies à 7,687 \$.

	<b>2019</b>
Obligation de location au 31 décembre 2018	92 542 \$
Solde actualisé au 1er janvier 2019	82 245
Paiements au titre des contrats de location	(40 561)
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>41 684</b>
Partie courante des obligations liées à un contrat de location	41 684

**Droit d'utilisation**

Le tableau suivant présente l'actif au titre du droit d'utilisation de la Société Entreprise. Le droit d'utilisation consiste en un le contrat de location de bureaux est amorti selon la méthode linéaire sur sa durée de vie utile estimative de 23 mois.

Solde au 1er janvier 2019	82 245
Entrées	-
Amortissement	(42 911)
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>39 334</b>



**LDRLY (TECHNOLOGIES) INC.**  
**Notes aux états financiers**  
**(présentées en dollars canadiens)**  
**Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018**

---

13. LES ÉVÉNEMENTS SURVENUS APRÈS LA PÉRIODE COUVERTE PAR LE RAPPORT

- a) Le 29 octobre 2019, 1182533 B.C. Ltd. (l'« acheteur ») a conclu une convention d'achat d'actions (la « convention d'achat d'actions ») avec Eastside Games Inc. (le « vendeur ») en vue d'acheter la totalité des actions émises et en circulation de la Société. Aux termes de la convention, le prix d'achat de 5 655 000 \$ doit être payé par l'acheteur comme suit :
- Une avance en espèces de 1 250 000 \$ (payée le 14 février 2019)
  - Émission de 55 187 500 actions ordinaires.

Cette transaction comprend, en partie, une opération admissible de Caprice Business Development Canada Inc. (« Caprice »), une société de capital de démarrage inscrite à la cote de la Bourse de croissance TSX. Par conséquent, la clôture de la CAV est assujettie à l'obtention des approbations réglementaires et de la Bourse de croissance TSX. La clôture de la transaction a eu lieu le 21 avril 2020 sur réception de l'approbation de la Bourse de croissance TSX et du respect des conditions relatives aux SPA.

- b) Après la fin de l'exercice, le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a qualifié de pandémie l'éclosion d'une maladie causée par une souche d'un nouveau coronavirus (la « COVID-19 »). Cela a donné lieu à une série de mesures de santé publique et d'urgence qui ont été mises en place pour lutter contre la propagation du virus. La durée et l'impact de la pandémie de COVID-19 sont inconnus à l'heure actuelle. On ne peut estimer de manière fiable l'impact que la durée et la gravité de ces événements auront sur les résultats financiers et la situation financière de la société pour les périodes à venir.
-